

École féministe

Mise en perspective
de politiques et
pratiques décoloniales
de la coopération
et solidarité internationales

Mounia Chadi

Chargée de programmes, Droits des femmes et égalité des genres, Comité québécois femmes et développement (CQFD) et de la communauté de pratique « Genre en pratique » de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale.



CQFD

Comité québécois
femmes et développement



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale



**Pour plus d'informations,
consultez l'espace virtuel
du Comité québécois femmes
et développement (CQFD).**

Le Comité québécois femmes et développement (CQFD) est une entité de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) qui regroupe plus de 70 organismes au Québec travaillant avec des partenaires locaux dans plus d'une centaine de pays à travers le monde, pour lutter contre les inégalités et favoriser la justice sociale.

Fondé en mai 1984, le CQFD de l'AQOCI est un comité de recherche, d'analyse, d'expertise, de plaidoyer et d'action francophone qui œuvre à l'intégration des droits des femmes et de l'égalité des genres dans le secteur de la coopération et solidarité internationales, aussi bien dans la stratégie et contenu des programmes et projets économiques et sociaux (unissant en partenariat des organismes des pays du Nord et du Sud) qu'au sein de ces organismes. Le CQFD a pour objectif de développer des savoirs et pratiques basés sur une vision féministe intersectionnelle, antiraciste et décoloniale de la justice économique et sociale, coconstruite par et pour les femmes, et de favoriser les liens de solidarité et de sororité féministe entre les groupes de femmes dans les pays du Sud et du Nord.

Le CQFD de l'AQOCI prône la décolonisation des savoirs et s'oppose à leur hiérarchisation. Il valorise les divers savoirs (savoir théorique, savoir basé sur des expériences, savoir-faire, savoir agir). C'est cette décolonisation et diversité des savoirs qu'œuvre à véhiculer l'École féministe du CQFD-AQOCI, en organisant des sessions de formations offertes prioritairement aux membres de l'AQOCI et du CQFD, mais aussi aux ONG partenaires et à un public intéressé.

Le niveau II de l'École féministe est nouvellement conçu sous le thème « Mise en perspective de féminismes décoloniaux pour transformer la coopération internationale et l'économie des soins : théories, pratiques, témoignages ».

Introduction	5
Aspects systémiques de la colonialité du pouvoir et du savoir en coopération et solidarité internationales (CSI)	7
Impacts de l'extractivisme des savoirs des Suds sur les programmes de « développement »	10
Conclusion : Resignifier un féminisme de justice de genre transformateur	14

Introduction

Le grand apport de la pensée décoloniale d'Abya Yala à la pensée antiraciste et anticoloniale est le fait d'avoir mis la « race » et donc le racisme au cœur de la modernité occidentale qui, au nom du projet « civilisationnel », s'est imposée à l'échelle du monde, d'abord à travers le colonialisme puis à la suite des indépendances juridico-politiques, à travers la colonialité, générant la domination économique et culturelle du Nord global sur le Sud global.

Cela signifie l'importance du triptyque théorique colonialité du pouvoir, colonialité du savoir et colonialité de genre, comme concepts phares pour un regard critique sur le système-monde en général et sur la stratégie genre et « développement » en particulier, telle qu'elle est intégrée depuis les années 1990 dans les politiques des États du Nord global ainsi que dans les politiques des bailleurs de fonds internationaux et des organismes de coopération internationale (OCI).

Le féminisme décolonial s'appuie fondamentalement sur ce triptyque analytique de la colonialité du pouvoir, du savoir et du genre qui en mettant la « race » au cœur de la modernité occidentale, constitue un apport important pour la pensée (et l'action) féministe intersectionnelle, antiraciste et anticoloniale. Nous proposons de résumer cet apport en un concept synthétique, celui de *la colonialité pouvoir-savoir genrée*, comme outil de réflexion sur un féminisme ayant des perspectives décoloniales.

C'est à la lumière de cet outil que nous aborderons dans ce module la question du « développement », tel que vue et mise en pratique sous l'angle du genre, dans le secteur de la coopération et solidarité internationales (CSI).

La stratégie genre et « développement », qui réside derrière les politiques mises en œuvre depuis les années 1990 en CSI, contribue à la reproduction de la dominance du Nord global sur le Sud global dans le cadre de la mondialisation institutionnalisée. Cette stratégie, qui faisait partie des savoirs des Suds, a été vidée de son sens politique transformateur des rapports de colonialité et de genre, sous les orientations des parties puissantes (États, bailleurs de fonds) qui commandent « l'aide au développement » et sous les pratiques des organismes de coopération internationale (OCI).

Vider les savoirs des Suds de leur sens politique transformateur est une des pratiques habituelles (*habitus*) des parties puissantes en CSI et relève de la colonialité du pouvoir et du savoir, au cœur de laquelle persiste l'idéologie raciste de la suprématie blanche.

L'anthropologue colombien Arturo Escobar¹ (2008) et la philosophe brésilienne Claudia de Lima Costa² (2006) préviennent contre les appropriations et traductions erronées des théories qui questionnent la colonialité. Il est en effet pertinent de suivre le cheminement de ces « théories voyageuses »³ et voir comment les concepts qui les fondent sont transformés, traduits, voire trahis ou resignifiés durant ces voyages entre Nord et Sud⁴.

C'est le cas des concepts du genre, de l'intersectionnalité et de l'*empowerment*, tel qu'intégrés et mis en pratique dans le cadre de la stratégie genre et « développement » dans le secteur de la CSI. Signifiant, lors de leur généalogie, une finalité de transformation des rapports de pouvoirs et de genre, l'usage de ces concepts est réduit à des visées économiques et à des résultats quantitatifs de court terme, dans le cadre de programmes économiques et sociaux liant en partenariat des OCI dans le Nord global et des ONG dans le Sud global. Les conséquences en sont graves en termes de justice sociale et de justice de genre à l'international.

Cet extractivisme épistémique⁵ s'insère dans la dynamique des rapports de pouvoir-savoir, où les parties puissantes redirigent les savoirs des Suds en leur donnant un sens qui sert une stratégie de reproduction de l'hégémonie coloniale. Les chercheur.es et militant.es décoloniaux.ales s'efforcent de contrer cette tendance qui domine dans la CSI, en creusant des marges de manœuvre pour resignifier une stratégie de justice sociale transformatrice, qui réhabilite le sens politique des savoirs des Suds et qui est à l'écoute des évolutions récentes novatrices de ces savoirs.

1 Escobar Arturo (2008). *Territories of Difference: Place, Movements, Life, Redes*. Durham, NC, Duke University Press.

2 Costa Claudia de Lima (2000). « Being Here and Writing There: Gender and the Politics of Translation in a Brazilian Landscape ». *Signs* 25(3), p. 727–60.

3 Nagar Richa (2002). « Footloose Researchers, 'Traveling' Theories, and the Politics of Transnational Feminist Praxis ». *Gender, Place and Culture* 9(2), p. 179–86.

4 Verschuur Christine (dir.) (2019). « Savoirs féministes au Sud. Expertes en genre et tournant décolonial », *Cahiers Genre et développement*, no11, L'Harmattan.

5 Grosfoguel Ramón (2006). « Les implications des altérités épistémiques dans la redéfinition du capitalisme global. Transmodernité, pensée frontalière et colonialité globale ». *Multitudes* 3 (26) <https://www.cairn.info/revue-multitudes-2006-3-page-51.htm>

Aspects systémiques de la colonialité du pouvoir et du savoir en CSI



Aspects systémiques de la colonialité du pouvoir et du savoir en CSI

L'idée raciste de la suprématie blanche qui caractérise la modernité est primordiale pour comprendre l'évolution de la coopération et solidarité internationales (CSI) en termes de rapports pouvoir-savoir dans le système-monde⁶.

Il s'y exerce clairement la colonialité du pouvoir⁷, dans le sens de l'usage de la racialisation par le système capitaliste, pour se maintenir et se renforcer, et la colonialité du savoir⁸ dans le sens de systèmes de pensée qui, par le discours hégémonique d'un modèle civilisateur universel, justifient l'infériorisation et la domination de l'Autre, le non-européen, le non-occidental, le non-« développé ».

Les parties puissantes imposent un modèle de partenariat Nord-Sud entre les OCI et les ONG sous le terme « développement » qui constitue une finalité des Nations Unies en termes de 17 objectifs de développement durable (ODD) à atteindre en 2030. Le caractère colonial et raciste de ce terme-concept est flagrant, dès qu'on le situe dans sa généalogie à un moment de l'après Deuxième Guerre mondiale, où les États-Unis s'affirmaient comme nouvelle puissance mondiale, dans un contexte qui dessinait les règles du jeu de la guerre froide. C'est dans ce processus qu'un discours fondateur de l'idée contemporaine du « développement » a été prononcé le 20 janvier 1949 par Harry S. Truman, 33^e président des États-Unis. Pour la première fois, ce terme était utilisé pour souligner l'importance de l'aide aux régions « sous-développées » :

« Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. [...] Je crois que nous devons proposer aux peuples qui recherchent la paix les bénéfices de toutes nos connaissances techniques pour les aider à répondre à leurs aspirations pour une vie meilleure. Et, en coopération avec d'autres nations, nous devons encourager les investissements en capitaux dans les régions qui ont besoin de développement. »

6 Bidet Jacques (2007). « Le système-monde et l'État-monde en gestation ». *Revue Internationale de Philosophie*, 2007, Vol. 61, No. 239 (1), pp. 57-80 <https://www.jstor.org/stable/23961175>

7 Quijano Aníbal E. Obregón (2007). « « Race » et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, 2007/3 (n° 51), p. 111-118. DOI : 10.3917/mouv.051.0111. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2007-3-page-111.htm>

8 Lander Edgardo (2000). Ciencias sociales: saberes coloniales y eurocéntrico. *En libro: La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas Latinoamericanas*. Edgardo Lander (comp.) CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, Buenos Aires, Argentina. Julio de 2000. p. 246. <http://bibliotecavirtual.clacso.org.ar/ar/libros/lander/lander1.rtf>

Cet énoncé d'une stratégie civilisatrice visant le Sud global s'inscrivait dans la continuité de la « mission » civilisatrice formulée dès le XVIII^e siècle pour légitimer la stratégie de colonisation envers des « races » inférieures.

Arturo Escobar⁹ part de la généalogie de la thématique du développement à travers ce discours pour considérer que le problème n'est pas en soi l'échec inévitable du projet de « développement »; ses succès sont aussi problématiques sous l'angle de la colonialité pouvoir-savoir. Car à la base, la vision épistémique du « développement » et les pratiques politiques qu'elle génère constituent historiquement l'imposition d'un modèle de pensée et d'action par les parties puissantes du Nord global. Le discours de Truman établissait ainsi une construction discursive des pays du Sud global comme « tiers monde » et légitimait l'hégémonie américaine et occidentale.

C'est de cette façon qu'au lendemain de l'indépendance juridico-politique des colonies aux XIX^e et XX^e siècles, se mettait en place une stratégie pour pérenniser la colonialité¹⁰. Aller à l'encontre des rapports pouvoir-savoir coloniaux exige donc un processus de resignification sur le long terme, qui au-delà du statut formel de l'indépendance, devra déstabiliser structurellement les rapports socioéconomiques, épistémiques, ethniques et de genre¹¹.

C'est en partant de ce constat de colonialité du pouvoir et du savoir dans le système-monde que diverses approches dénoncent les inégalités économiques et sociales dans le cadre de l'ordre mondial institutionnalisé et y opposent des alternatives mettant en perspective un monde plus juste, basé sur une solidarité internationale et intégrant l'égalité des genres.

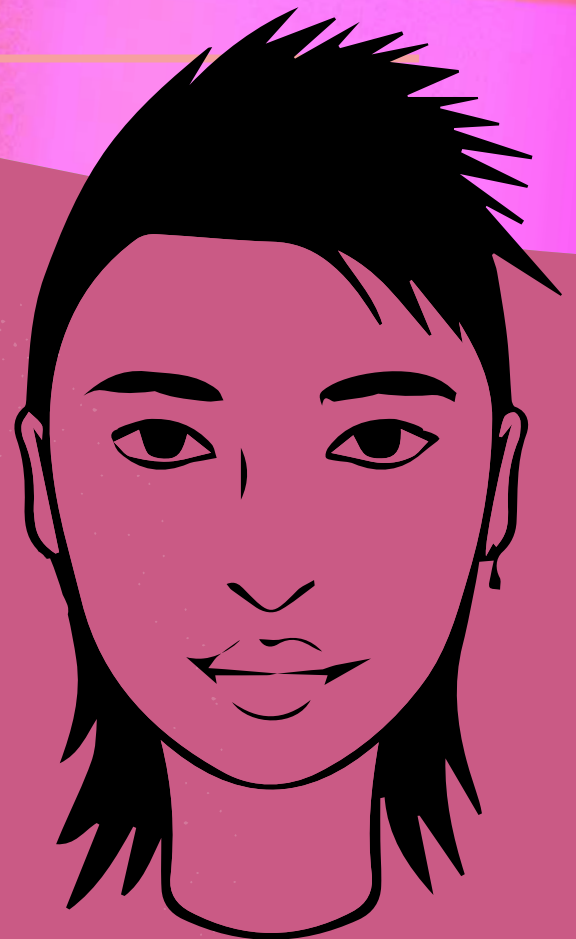
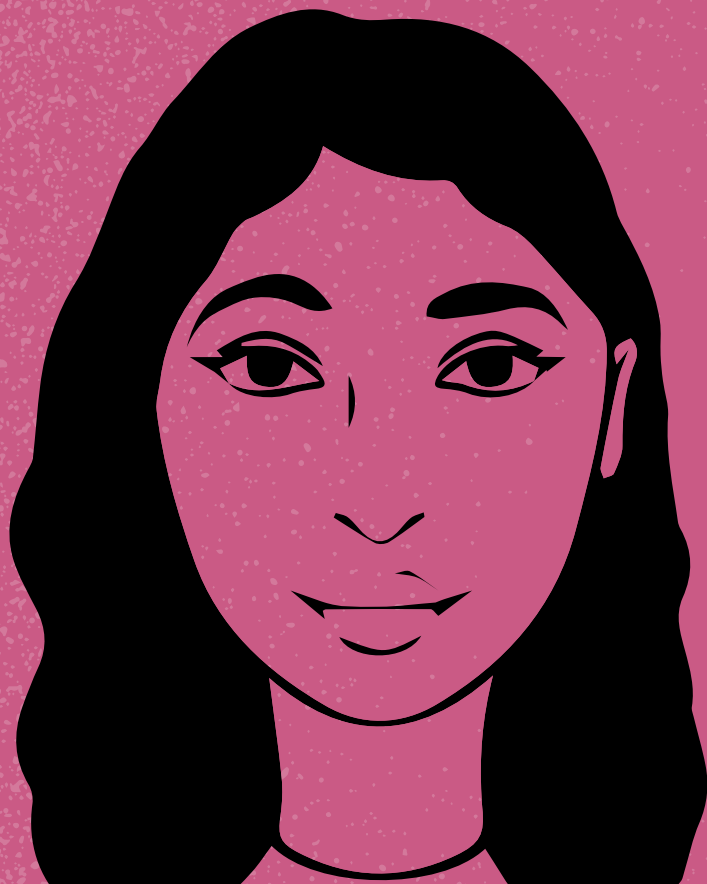
Déconstruire le savoir sur le « développement » fait partie de ce long processus décolonial, car ce concept incarne un savoir colonial émis par le Nord global et véhiculé à travers les programmes de CSI, auxquels se soumettent les partenaires dans le Sud global, sous la contrainte du financement international.

9 Escobar Arturo ; Eduardo Restrepo (2009). « Anthropologies hégémoniques et colonialité ». *Cahiers des Amériques latines* (62) : 83-95. <http://journals.openedition.org/cal/1550>

10 Ibid., Grosfoguel (2006).

11 Hountondji Paulin J. (2019). « Extraversion des savoirs ». Dans : Christine Verschuur (dir.). *Savoirs féministes au Sud. Expertes en genre et tournant décolonial*, *Cahiers Genre et développement* no 11, L'Harmattan.

Impacts de l'extractivisme des savoirs des suds sur les programmes de « développement »



Impacts de l'extractivisme des savoirs des Suds sur les programmes de « développement »

La sociologue indo-américaine Chandra Talpade Mohanty¹² attire l'attention sur la méconnaissance des populations concernées par les programmes de CSI. Elle fait le constat que « c'est dans la littérature libérale sur les femmes dans le développement international que l'on trouve les meilleurs exemples d'universalisation à partir d'un réductionnisme économique ». On suppose que les femmes forment un groupe cohérent, avec des problèmes et des besoins similaires et comme une catégorie préexistante à l'implication dans le « processus de développement ». Elle ajoute que ces comparaisons transculturelles réductrices entraînent une colonisation des détails de la vie quotidienne et des intérêts politiques représentés et mobilisés par des femmes de différentes classes sociales et de différentes cultures. Cette démarche analytique limite la définition du sujet féminin à l'identité de genre et fait totalement abstraction des identités de classe et d'ethnie¹³.

Cette perception erronée est à mettre en lien avec le fait que la notion de pouvoir, qui est importante pour approcher le caractère structurel des inégalités de genre, n'est pas réellement intégrée dans les programmes de CSI¹⁴, comme le montre la manière dont deux concepts ont été réinterprétés et intégrés dans les programmes de « développement » : 1) le concept de *l'empowerment*, émanant en 1987 du réseau Development Alternatives with Women for a New Era (Dawn), réunissant des ONG et des féministes issues des Suds; 2) le concept de l'intersectionnalité, émanant en 1989 du *Black feminism* états-unien¹⁵.

Ces deux théories ont été produites par des féministes des Suds dans un contexte de crise, où les politiques d'ajustements structurels imposés par le pouvoir financier international avaient abouti à l'échec et avaient généré le renforcement de la paupérisation dans le Sud global. Elles reflètent un savoir situé, c'est-à-dire ancré dans la réalité et les subjectivités vécues, où les populations et particulièrement les femmes sont exposées au croisement des oppressions systémiques. Elles ont en commun qu'au-delà du cadre des études féministes, elles ont été popularisées comme outils d'analyse et approches dans tout projet ou action qui a une finalité sociale, que ce soit dans les milieux universitaires des sciences humaines, dans les politiques et actions sociales communautaires locales ou à l'échelle de la CSI.

Les parties puissantes qui commandent la stratégie du « développement » se sont appropriées ces deux concepts, au point qu'un programme de partenariat entre une OCI et une ONG ne peut accéder au financement s'il ne fait pas montre de les intégrer. Mais cette appropriation s'est faite d'une manière qui a castré les finalités de l'intersectionnalité et de *l'empowerment*, entravant de la sorte l'aboutissement des programmes de « développement » à des changements qualitatifs en termes de rapports de pouvoir et de rapports de genre¹⁶.

12 Mohanty (2010).

13 Mohanty (2010).

14 Verschuur (2019).

15 Crenshaw Kimberlé Williams; Oristelle Bonis (2005). Cartographies des marges : Intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur, L'Harmattan | « Cahiers du Genre ». 2005/2 n° 39 | pages 51 à 82.

16 Pour en savoir plus sur la stratégie de *l'empowerment* et ses usages en CSI, voir le module 2 du niveau 1 de l'École féministe du CQFD-AQOCI : « Le genre et le développement entre objectifs et réalisations / entre savoirs du Sud et du Nord » : https://aqoci.qc.ca/wp-content/uploads/2020/06/AQOCI_MODULE2_FR_Final.pdf

Dans ce processus, la technique de captation-domestication qui neutralise les concepts consiste à exclure le long terme et se limiter au court terme, à exclure la finalité de transformer les rapports de pouvoir et se limiter à répondre aux besoins de survie, dans une logique de gestion de la pauvreté. L'intégration de ces concepts ainsi retailés dans les programmes de « développement » sert des visées économiques, sans questionnement politique. Ce sont ces visées qui sont objet de financement et d'évaluation par les bailleurs de fonds. Le sociologue portoricain Ramón Grosfoguel¹⁷ qualifie d'« extractivisme idéologique ou épistémique » de telles pratiques de piratage des savoirs indigènes dans le Nord global. Il considère que le « vol épistémicide » fait partie de l'extractivisme mondial occidental.

Telle que mise en pratique dans les programmes de « développement », l'approche intersectionnelle subit un extractivisme épistémique qui la réduit à un usage pour la *capacitation* individuelle, pour la réalisation d'objectifs de court terme, négligeant la transformation stratégique des rapports de pouvoir-savoir coloniaux et de genre. On veillera par exemple à ce qu'une femme racisée ait une part égale aux hommes et aux femmes blanches dans les revenus générés par le programme et qu'elle participe sur une base d'égalité à la gestion des ressources de ce programme. Mais au-delà de cette amélioration momentanée dans sa situation économique, rien n'est envisagé en vue de l'après-programme, pour que cette femme exposée aux discriminations croisées (de classe, de genre, de « race »)

puisse acquérir une conscience politique de sa situation et soit impliquée d'une manière ou d'une autre dans le mouvement socio-politique de lutte contre les systèmes d'oppression imbriqués.

C'est de cette même façon que l'*empowerment* est mis en pratique en CSI, dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités pour permettre aux individus de développer et d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions rationnelles dans un contexte d'économie de marché. L'*empowerment* est alors lié aux notions de choix, d'opportunité, de participation, de gouvernance, de propriété et de reddition de comptes¹⁸. Or, lors de sa généalogie, l'*empowerment* ne signifiait pas que l'autonomie économique des femmes, mais le renforcement de leur pouvoir par une transformation radicale des structures économiques, politiques, légales et sociales qui perpétuent la domination selon le sexe, l'origine ethnique et la classe¹⁹.

C'est cette dimension individuelle economiciste caractérisée par une sous-estimation du caractère foncièrement conflictuel des rapports de pouvoir que mesurent des procédés tels que la gestion axée sur les résultats (GAR) ou la grille de Harvard, utilisée pour évaluer les rôles sociaux genrés dans les programmes d'*empowerment*²⁰. C'est en ce sens que William Easterly²¹, ex-chercheur de la Banque mondiale, constate que la majorité de l'aide internationale est basée sur des solutions fractionnées pour régler de grands problèmes et qu'elle annihile l'innovation locale et le développement autonome des populations du Sud.

17 Grosfoguel (2006).

18 Bacqué Marie-Hélène; Biewener Carole (2015). *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?* La Découverte. <https://www.cairn.info/l-empowerment-une-pratique-emancipatrice--9782707186348.htm>

19 Calvès Anne-Emmanuèle (2009) « empowerment » : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement, Armand Colin | *Revue Tiers Monde*, 2009/4 n° 200 | pages 735 à 749.

20 Chartier Sophie (2011). « Empoderamiento des femmes par l'économie solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie » In Guérin I., Hersent M. et Fraisse L. (dir.). *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*. IRD Éditions.

21 Easterly William (2009), *Le fardeau de l'homme blanc. L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Genève, Markus Haller.

Sous ces politiques, l'ODD5, objectif de développement durable de l'ONU qui vise l'égalité des sexes et l'*empowerment* de toutes les femmes et les filles dans l'horizon de 2030, est irréalisable et irréaliste.

Cette acception et cette pratique de l'intersectionnalité et de l'*empowerment* vont donc dans le même sens que la manière dont le concept de genre a été « récupéré » par les agences internationales de développement, en lui ôtant son pouvoir analytique foncièrement critique et sa capacité mobilisatrice pour transformer des rapports de pouvoir inégaux au sein de la société²². C'est en ce sens que Donna F. Murdock²³ constate que les États néolibéraux s'appuient sur un discours de type « genre et développement » pour délégitimer et domestiquer la politique féministe radicale. Brenda R. Weber²⁴ note une orientation qui privilégie le succès entrepreneurial et l'idéologie de l'**agency** (capacité à agir) individuelle comme solutions aux maux sociaux, brisant activement les formes de solidarité politique qui sont le soubassement des luttes collectives pour l'égalité des genres et la justice sociale.

Ces manières de capter et de pratiquer le genre, l'intersectionnalité et l'*empowerment* sous la stratégie genre et développement en CSI sont favorisées par une gouvernance qui construit discursivement un domaine public dénué de rapports de pouvoir entre classes sociales et d'histoires d'oppression, où l'accent est mis sur les identités individuelles, au point de camoufler la responsabilité collective et où les rationalités du marché redéfinissent la démocratie²⁵.

La plupart des OCI et ONG, même quand ils adoptent une posture plus ou moins critique de cette stratégie dominante, s'y trouvent contraints; car les financements en dépendent. De plus, la professionnalisation du travail de conseillère en genre favorise une « neutralité idéologique » qui éloigne du féminisme en tant que projet social²⁶. Ces évolutions signifient que la théorie de transformation des rapports sociaux et de genre risque de devenir un bien de consommation, un signe de prestige dans un paysage élitiste néolibéral, n'étant plus perçue et utilisée comme un savoir libérateur des oppressions systémiques²⁷.

Pour contrer une telle tendance, il est primordial de réhabiliter les savoirs sur le genre, l'intersectionnalité et l'*empowerment* en retournant à leurs définitions lors de leur généalogie. Plus généralement, la décolonisation des rapports pouvoir-savoir passe par la déconstruction de l'idéologie du « développement » qui est foncièrement raciste. Cela signifie d'ouvrir la réflexion sur la question de la justice sociale et de genre entre penseur.ses et militant.es aux Nords et aux Suds.

22 Ibid., Verschuur (2019).

23 Murdock Donna F. (2003). « Neoliberalism, Gender, and Development: Institutionalizing Post-Feminism » in Medellín, Colombia. *Women's Studies Quarterly*. Vol. 31, No. 3/4, Women and Development: Rethinking Policy and Reconceptualizing Practice (Fall - Winter, 2003), pp. 129-153. Published By: The Feminist Press <https://www.jstor.org/stable/40003324>

24 Weber Brenda R. (2010). « Teaching Popular Culture through Gender Studies: Feminist Pedagogy in a Postfeminist and Neoliberal Academy? » *Feminist Teacher* 20(2), p. 124–38.

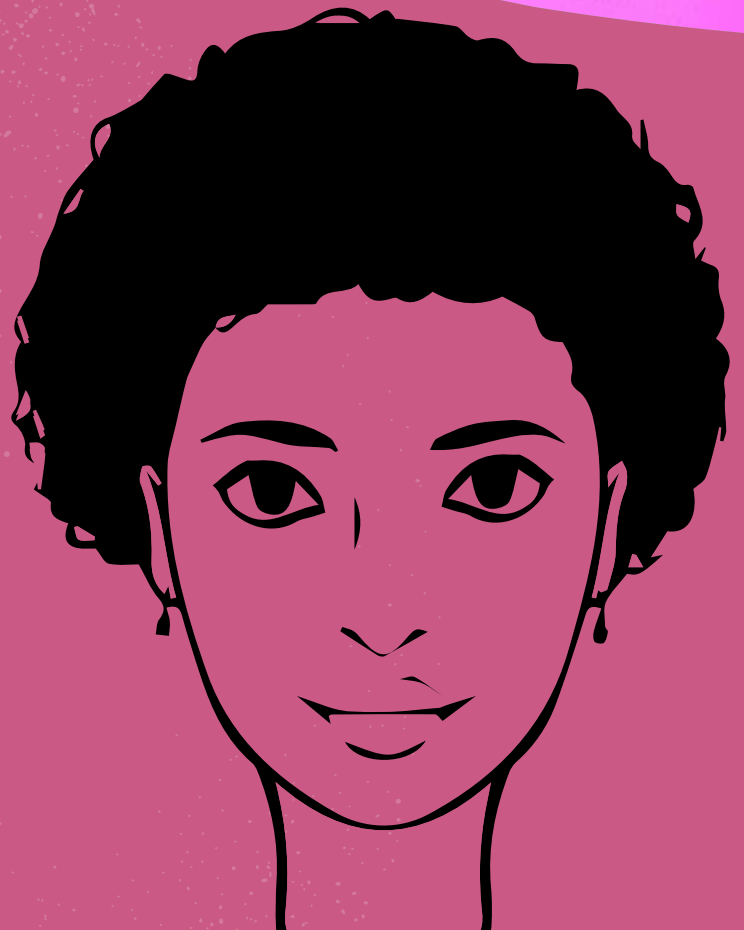
DOI : 10.5406/femteacher.20.2.0124

25 Giroux Henry A. (2005). « The Terror of Neoliberalism: Rethinking the Significance of Cultural Politics », *College Literature*. Vol. 32, No. 1 (Winter, 2005), pp. 1-19. Published By: The Johns Hopkins University Press. <https://www.jstor.org/stable/25115243>

26 Weber (2010).

27 Mohanty (2015).

**Conclusion :
Resignifier un
féminisme de
justice de genre
transformateur**



Conclusion : Resignifier un féminisme de justice de genre transformateur

Le féminisme décolonial est ouvert sur tous les savoirs situés. Son potentiel est dans le fait que dépendamment du point d’ancrage, les histoires et les expériences diffèrent et de leurs différences, elles viennent enrichir ce qui est déjà défini, voire même questionner des aspects du triptyque théorique colonialité du pouvoir, du savoir et du genre, qui fonde ce courant de pensée et d’action.

Cette ouverture sur les divers savoirs transformateurs est un bon point de départ pour décloisonner les frontières entre les courants antiracistes et anticoloniaux. Peu importe leurs noms (féminismes chicana, *Black feminism*, Études subalternes, féminisme communautaire indigène, féminisme décolonial, etc.) et même quand ils ne portent pas de nom, le dialogue est plus important que jamais entre ces féminismes qui ont en commun de prôner une justice sociale de genre transformatrice des rapports de colonialité, de racisme et de patriarcat.

Un chantier grand ouvert aux réflexions entre ces divers féminismes serait l’appel de Patricia Hill Collins à réhabiliter l’intersectionnalité comme approche pour le changement social, dans le cadre d’un processus de groupe visant la transformation des rapports pouvoir-savoir et de repréciser la politique de l’identité où l’accent est de plus en plus mis sur la « race », ce qui fausse le combat politique. La resignification de ces concepts clés est à même de construire de bonnes assises pour poser un nouvel agenda de justice sociale.

Cela va dans le même sens de ce que signifie Maria Lugones en invitant à éviter la binarité qu’induit la catégorisation des oppressions et d’approcher le genre et la race comme étant entrelacés et indissolublement fusionnés.

Un autre chantier serait, comme le propose Chandra Talpade Mohanty à travers sa théorie de la différence du « tiers monde » de changer de lunettes pour déconstruire les analyses

dominantes dans le Nord global à propos des populations et des femmes des Suds. Il est important de rompre avec ces représentations objectivantes, donnant l’apparence à un sujet « femme » essentialisé et dépourvu de la moindre puissance d’agir. Il est primordial de développer des savoirs sur les Suds avec la contribution des féministes et populations des Suds, de façon à mieux comprendre leur réalité complexe. Ceci est le point de départ pour toute élaboration pertinente d’une étude ou d’un programme ou projet économique et social.

Cependant, il est important que ce chantier d’échanges des savoirs et pratiques entre féminismes de justice de genre soient liés aux mouvements sociaux et promeuvent les savoirs par le bas, car l’élitisme et l’hégémonie des milieux universitaires blancs freinent souvent l’élan transformateur de ces savoirs antiracistes et décoloniaux.

Ochy Curiel souligne à cet effet que le meilleur cheminement d’une pensée transformatrice des rapports de genre et de colonialité est qu’elle émane de pratiques des mouvements et des luttes sociales. Sans cela, la pensée critique ne cesse d’être élitiste. Les propositions des femmes, d’autant plus si elles sont racialisées, ont été laissées de côté et n’ont pas été valorisées dans le champ académique.

Il est donc important que cette tendance élitiste soit contrée en promouvant les savoirs émanant des mouvements sociaux et en construisant de résistances et solidarités à travers les frontières.

Pour les féministes actives dans le secteur du développement et coopération internationales, être à l’écoute de ces savoirs féministes transformateurs et y participer est d’une importance cruciale pour coconstruire une stratégie alternative à la stratégie « genre et développement » dont les contenus extractivistes reproduisent la colonialité genrée des rapports pouvoir-savoir entre le Nord global et le Sud global.



Biographie de l'auteurice

DRE MOUNIA CHADI

Mounia Chadi est sociologue spécialisée en égalité des genres et militante féministe originaire du Maroc. Elle détient un doctorat en sociologie, une concentration de troisième cycle en Études féministes et une maîtrise en sciences économiques, option problèmes structurels du développement.

Elle est actuellement chargée de programmes en Droits des femmes et égalité des genres à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), coordonnatrice du Comité québécois femmes et développement (CQFD) et de la Communauté de pratique « Genre en pratique » de l'AQOCI. Elle a été la coordonnatrice du projet de « Partenariat de lutte contre la violence faite aux femmes immigrées et racisées au Québec » au sein de la TCRI (la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes).

Issue de l'immigration nord-africaine au Canada, elle a été depuis sa jeunesse militante pour le changement politique contre la dictature au Maroc et pour les droits de la personne. Dans son pays d'origine, elle a été présidente et fondatrice de la Fédération de la Ligue démocratique des droits des femmes et directrice de l'École de l'Égalité et de la citoyenneté à Casablanca. Son travail, son militantisme et ses publications (sur les sites de l'AQOCI et de la TCRI) expriment un intérêt intellectuel et un engagement actif de plus de 20 pour les droits des femmes, l'égalité des genres et la justice économique et sociale, sous une perspective féministe décoloniale.

Mounia a également été journaliste au Maroc et au Canada pendant 15 ans. Elle est auteure-metteuse en scène de la pièce de théâtre « Hâgar et la source », qui aborde la situation des femmes racisées en état de migration. Elle est récipiendaire du prix « Art et Culture » du Gala Femmes arabes du Québec, pour ses écrits littéraires dont les synopsis sont publiés sur son site internet La-Narratrice al-Rawiya.”



Association québécoise
des organismes de
coopération internationale

aqoci.qc.ca

